



# Éditorial du 15 octobre 2018

## Est-ce bien raisonnable ?

par Jean-Noël Brandenburger, chargé de communication

Texte disponible en ligne sur : <http://edito.viva2010.org>

Les dramatiques événements climatiques de ces derniers jours nous rappellent que **la lutte contre les inondations dans la Basse Vallée de l'Argens est toujours d'actualité** chez les sinistrés ET chez leurs voisins.

Certains dirigeants politiques semblent très satisfaits d'eux-mêmes et de l'avancée de travaux dans les hauteurs de Draguignan et sur la Nartuby, mais **semblent avoir oublié que l'eau descend** et que, **faute de travaux sérieux** en amont du bassin versant de l'Argens, **les eaux de ruissèlement vont continuer de descendre, mais de plus en plus vite !**

**C'est fâcheux.**

Dès l'alerte de la Préfecture du Var du jeudi 11 octobre 2018 à 06:19 h déclarant "*l'Argens aval placée en vigilance crue orange avec risque de débordements significatifs*", VIVA a interpellé par mail **le Président du SMA (Syndicat Mixte de l'Argens), responsable de la mise en œuvre du PAPI.**

Au vu des inondations touchant le Bassin versant de l'Argens et les riverains gravement sinistrés de la Garonne aux Issambres (commune de Roquebrune sur Argens), **on s'interroge légitimement sur la rigueur du calendrier** des travaux prescrits et financés par la solidarité publique.

Il néglige la priorité des actions prévues en aval (pour réguler le cours inférieur du fleuve et libérer les eaux du delta) et la création de bassins d'expansion en haut, en amont. **La Basse Vallée de l'Argens reste sous le coup d'une mise en danger permanent** de la vie d'autrui, des biens, des cultures et des emplois.

**Cela fait maintenant 8 ans et 4 mois** que 26 personnes ont trouvé la mort, que 2 personnes ont disparu, que des dizaines de milliers de véhicules, de constructions, etc... ont été endommagés, que des milliers d'animaux ont également perdu la vie.

Cela fait également plus de 8 ans que certains irréductibles, membres de l'association VIVA, pensent qu'il est important de continuer à rester vigilant et de continuer à lutter contre ce qui ressemble à une immuable inertie administrative et politique...

Beaucoup de sinistrés tentent ou font mine de tenter d'oublier la terrible aventure de juin 2010, puis de novembre 2011 et toutes les suivantes, heureusement moins meurtrières.

**Ces personnes qui ne savent pas encore...**

Au cours de ces dernières années, sur tout le territoire français, en Europe, dans le monde, des zones plus ou moins grandes, plus ou moins peuplées, se sont retrouvées les pieds dans l'eau (si ce n'était que les pieds...) alors qu'elles n'avaient semble t'il, jamais été inondées...

Le pouvoir de l'argent, le pouvoir politique, l'égoïsme, le manque de sens des responsabilités, semblent passer avant le bon sens le plus élémentaire.

Construire sans discernement, de manière anarchique, sans réalisations techniques particulières (pilotis), en zone inondables est insensé.

C'est évident, mais pas pour tout le monde, hélas...

Tout aussi insensé que de construire (ou de laisser construire) dans les collines et faire en sorte que des masses d'eau de ruissèlement de plus en plus importantes, descendent de plus en plus rapidement et de plus en plus violemment, des collines et montagnes imperméabilisées par du bétonnage certes créateur de richesses, d'emplois et de logement, mais aussi créateur d'appauvrissement, voire de morts !

Curieusement, chaque fois qu'une inondation – communément qualifiée de catastrophe naturelle (c'est commode) – frappe une région, on se lamente devant des sinistrés désemparés, sinistrés auxquels on promet la main sur le cœur, aide temporaire et réconfort.

Pourtant dans les faits, le ballet des camions de chantier qui remblaient, parfois sans discernement en zone inondable, le ballet des grues sur les chantiers qui tournent sur elles-mêmes, comme pour se rire des malheurs futurs qu'elles vont engendrer, le ballet des politiques, dont certains – comme des moulins à vent - gesticulent plus que d'autres, continuent

**Le problème est que c'est toute la population qui est impactée par les inondations**

Certains sont déjà les infortunés propriétaires d'entreprises et/ou de biens immobiliers (dont certains ont perdu leur valeur de revente), d'autres - non propriétaires - sont empêché de travailler plus ou moins durablement, car c'est leur entreprise qui est inondée, d'autres ont perdu un véhicule.

**Mais tout le monde participe à l'effort d'indemnisation et de reconstruction, même ceux qui ne sont pas (encore ?) sinistrés et même s'ils ne s'en rendent pas compte.**

Toute la population participe à l'effort, par le biais des impôts, car beaucoup de routes, de ponts, de stades, d'édifices publics, etc... sont endommagés mais non assurés, il faut donc bien que quelqu'un paie.

Tous les assurés, quelque soit leur assurance, participent au travers de la cotisation (modique pour l'instant...) « CatNat » (Catastrophes Naturelles). Mais la GEMAPI et le Fonds BARNIER sont des outils dont l'usage reste arbitraire.

De plus en plus rares sont maintenant les personnes qui n'ont pas dans leurs proches un sinistré qu'il faut aider, qu'il faut réconforter, qu'il faut écouter aussi.

**Est ce bien raisonnable** que de tolérer collectivement que la protection des personnes et des biens se noie toujours dans la dilution des responsabilités ?

Ne serait-il pas grand temps de changer  
notre façon d'agir,  
notre façon d'élir,  
notre façon de vivre ?